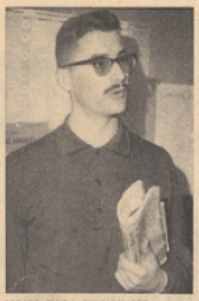
La jeunesse belge voit déjà plus loin que l'Europe.

Numéro d'inventaire : 1979.24635
Type de document : article
Éditeur : Le Figaro littéraire
Date de création : 1963
Description : 1 feuille de papier journal.
Mesures : hauteur : 598 mm ; largeur : 418 mm
Notes : 11 mai 1963.
Mots-clés : Systèmes éducatifs étrangers
Filière : Université
Niveau : Supérieur
Autres descriptions : Langue : Français
Nombre de pages : 1
Commentaire pagination : p.7
Mention d'illustration
ill.

LOUVAIN. DEVANT L'UNIVERSITE : Ceux qui s'intéressent à l'Europe... et les autres. (Photos René Pari)



GERARD THIRY, SYNDICALISTE : « Le Marché commun en premier. »

LA JEUNESSE BELGE VOIT DÉJA PLUS LOIN QUE L'EUROPE

PAR PIERRE FISSON

ILS sont quinze étudiants de l'université de Louvain. Ils préparent des certificats d'économie politique et de science humaine. Tous ont commandé du café, sorti de grosses pipes et des cigares.

Dehors il fait froid, il pleut. Du côté de la gare, dans la nuit, monte le grondement des trains. La veille, un étudiant francophone a été blessé en plein Louvain par des étudiants flamands. A l'hôpital, on s'est aperçu que le blessé n'était pas Wallon, mais Suisse.

Le Marché commun, l'intégration, la Communauté, la fraternité, les grandes phrases, les statistiques et les diagrammes, tout cela est au fond d'un tunnel. A l'entrée du tunnel, du côté belge, il y a ces étudiants, qui seront les cadres de la Belgique de demain.

— La Belgique est un petit pays...

Les étudiants approuvent de la tête.

— Oui, un petit pays.

Dès que vous demandez à un Belge ce qu'il pense du Marché commun, automatiquement il répond six mots, ces six mots qui définissent sans nuance son pays devant la Communauté : « **Petit pays, plaque tournante, vocation européenne.** »

« Petit pays. » En même temps ils vous regardent dans les yeux. Ils savent que vous êtes Français et l'on a l'impression qu'ils font cet aveu pour vous faire plaisir. Alors, vous les laissez parler. Et voilà ce que cela donne.

— L'étudiant belge, voyez-vous, est favorable à l'Europe. Il est comme tous les autres Belges : pour le Marché commun. D'ailleurs, la Belgique, c'est un...

— Mais non, l'étudiant belge est pour « se tartine ». Vous voyez ce que je veux dire : finir ses études, trouver un petit job, faire sa petite place, avoir sa petite voiture, sa petite femme...

— C'est vrai, mais si pour la petite femme il n'y a pas de problème, en revanche, la petite place, il y en a plus en Belgique... Vous savez, nous sommes un petit pays qui ne fait que de la transformation. Nous achetons des produits bruts. Nous les manufacturons et il faut les vendre à l'extérieur.

— Quand un étudiant termine ses études et qu'il obtient ses diplômes d'ingénieur ou de chimiste, il n'est pas certain qu'il puisse trouver une place. Souvent, nos diplômés aboutissent comme empaqueteurs dans les grands magasins ou conducteurs de tramway.

— C'est vrai pour les mauvais...

— Pas toujours. Et pas mauvais ou pas, pour la Belgique, l'Europe est indispensable. L'équivalence des diplômes, voilà ce qui est vital pour nous. Partout en Europe, on manque de techniciens. Et nous, nous restons ici sur place sans pouvoir exercer ailleurs. Ce n'est pas juste. Pour que les choses redeviennent justes, il faut l'Europe.

Quelqu'un a redemandé du café, allumé un autre cigare. La conversation repart.

— Tu divagues, les Belges ne veulent pas quitter la Belgique. La petite femme et les pantouflés, c'est ici qu'ils les veulent.

— Tenez, on vient de voter une loi qui autorise les étudiants à remplacer le service militaire par un service civil et leur permet d'aller exercer leur spécialité dans un pays sous-développé. Qui s'est inscrit ? Vous en connaissez ? J'en connais un, et il l'a fait parce qu'il avait du piston et qu'il était sûr d'être envoyé là où il voulait. Aller faire trois ans en Afrique, si on ne veut pas y faire une carrière par la suite, cela ne sert à rien. Au bout de trois ans il faut revenir ici et votre carrière est encore à zéro.

— L'Europe, oui, une Europe intégrée, fédérale et vite. Mais la France ne le veut pas, on le sait.

— Les Français voient les choses de leur point de vue. Comme cela, ils ont peut-être raison. Mais pour nous, ça se présente autrement. En tant que nation, à l'échelon mondial, nous ne sommes rien. C'est pourquoi d'instinct nous voudrions adhérer, faire partie d'un groupe fort, puissant.

— Bien sûr, faisons une Europe intégrée, créons une nouvelle nationalité, et tous nos problèmes belges sont résolus. C'est ce qui explique pourquoi les « Européens » belges sont pour une fédération.

— Les Français, eux, sont encore attachés à leur gloire, à leur drapeau. Tous nos amis étudiants français, ils en ont encore plein la bouche du nationalisme. Plus nous.

— Et puis, tenez, l'armée, à quoi ça peut servir une armée ?... Je veux dire une armée belge. Moi, ça m'ennuie de servir dans l'armée belge parce que c'est une armée minuscule. Mais nous servirions tous avec plaisir, et même plus longtemps, dans une grande armée européenne.

— Une armée européenne, l'équivalence des diplômes, le marché du travail, l'abandon des prérogatives nationales, le développement du Marché commun, l'aide aux pays sous-développés, voilà ce que nous réclamons.

Deux nouveaux étudiants sont arrivés, se sont joints au groupe, et d'emblée l'un d'eux entre dans la conversation comme s'il y avait participé depuis le début.

— Au sujet des pays sous-développés, du tiers monde, fait-il, il y a un point qu'il faut préciser. Les meilleurs d'entre nous peuvent trouver du travail en Belgique, et demain nous en trouverons encore plus facilement à travers l'Europe. Mais en Belgique ou en Europe l'avancement est barré par l'administration et par la masse de gens qui sont déjà sur place. Nous devenons peu à peu des fonctionnaires sans responsabilités, ou presque. Il ne nous reste donc que les pays sous-développés si nous voulons avoir de l'initiative, créer, faire quelque chose. Sous cet angle, nous avons besoin du tiers monde. Je sais qu'une partie de la population est assez hostile à aider le tiers monde. Eh bien, elle a tort.

BELGES : Ou Flamand et Wallon ?

L'ECONOMIE « EUROPEENNE » ? DEPASSEE !

— Tu t'éloignes du sujet. Revenons à l'Europe. Ce qu'il faut avant tout, c'est intégrer l'économie. La politique suivra forcément... Tu mangeas avant de penser, non ? Que la France veuille diriger l'Europe, c'est visible. Tout est français dans le Marché commun, la C.E.C.A., la Cour de justice. Quand les Français veulent, ça marche. Quand ils ne veulent plus, ça s'arrête. Ils veulent du Plan, alors on fait du planning. Ils refusent l'intégration. Donc pas d'intégration. Avez-vous déjà vu le gouvernement français abandonner ses prérogatives ? Ce qu'il signe à Bruxelles ou à Rome, c'est signé de la main droite et escamoté de la main gauche. Regrettable ou non, il nous faut bien constater, subir, admettre.

— Il a raison, l'intégration, je n'y crois pas. Le Marché commun, lui, va s'imposer, et savez-vous pourquoi ?... parce qu'il est déjà dépassé. L'économie européenne, cela tient déjà de la mythologie. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une économie mondiale. C'est là-dessus qu'il faut rêver. Le monde, tout le monde. Les trusts des biscuits ou des bonbons acidulés... L'Europe comme troisième force ? Non et non. L'Europe et le monde ? Oui.

— Il voit trop loin.

— C'est un peu vrai. Nous discutons souvent de cela. Des conférenciers viennent nous voir. Nous recevons des directeurs de journaux. Les gens du M.C. viennent nous donner des explications. Et plus on nous explique, plus on embrouille. Et pourtant, ce qui est certain, c'est que la Belgique ne peut pas survivre seule. Nous devons adhérer... travailler.

Travailler, se soumettre à une structure administrative titanesque, si titanesque que toute révolte est inutile devant elle, voilà ce que ces garçons considèrent comme inévitable. Et pourtant, derrière cette attitude qui est générale chez les étudiants, il n'y a pas de démission. Dire qu'ils n'ont rien en eux, plus de personnalité, plus d'originalité, plus d'initiative individuelle serait commettre une grande erreur. Ils comprennent leur époque beaucoup plus justement, plus finement que leurs parents. Se révolter contre quoi ? Comment ? A ces faux problèmes ils apportent la meilleure réponse : nous, nous voulons vivre. Et c'est le temps qui fera le reste, le temps qui effacera les vieilles structures et leurs vieux porte-drapeau.

Il s'appelle Piet Claeys. Il est président de la V.V.S., l'Association des étudiants flamands.

— Je ne peux pas parler au nom de l'association ni au nom de mes camarades, mais je pense exprimer ici notre attitude commune par rapport à l'intégration européenne.

« Nous sommes pour et très enthousiastes. Une intégration économique, sociale et militaire, voilà ce que nous. Flamands, attendons. L'intégration adoucira les conflits internes et chaque peuple, chaque minorité recevront les garanties de leurs propres droits et de leur existence. C'est inespéré pour nous et pour la Belgique.

« Les frontières sont toutes artificielles. Des villes, des régions entières appartiennent naturellement à des régions d'où on les a coupées. Bruxelles, Mons appartiennent naturellement à la région de Lille, Roubaix et Tourcoing. La Flandre appartient aux basses terres de Hollande.

« Nous sommes cinq millions de Flamands : rattachés à la Hollande, nous formerons une force culturelle de dix-sept millions d'habitants. Or il n'y a que l'Europe unifiée qui puisse procéder à ce genre de regroupement sans guerres et sans révolution.

« Nous, Flamands, étudiants, marchands ou ouvriers, nous suivons de près tout ce qui touche à la liberté du travail, aux équivalences de diplômes, aux échanges culturels. Mais que c'est long à venir. Savez-vous que, même à l'intérieur du Benelux, l'équivalence des diplômes n'a pas été encore réalisée ? Pour nous, un enseignement libre et européen consisterait à pouvoir suivre des cours durant un semestre à Bruxelles, puis un autre à Amsterdam, un autre encore à Paris et que toutes ces études comptent. Même l'équivalence des diplômes, c'est loin d'être suffisant. Il faut des études libres ; pouvoir aller en Angleterre ou en Allemagne.

« Aujourd'hui, les Flamands vont tout le temps vous parler de liberté. Mais sachez que nous sommes la première génération d'étudiants flamands à avoir pu faire toutes nos études dans notre langue propre : le flamand. Au vingtième siècle ! On croit rêver.

« Voyez-vous, ce qui est indispensable, c'est que les jeunes de partout, les étudiants ou les autres, cherchent à connaître leurs problèmes mutuels. Malgré les voyages, les congrès et les informations, nous nous connaissons mal. Je sais un peu comment vivent les Français, pas du tout comment vivent les Italiens. Comment on étudie exactement en France ? Je ne le sais pas. Ce que pense réellement un étudiant français ? Je n'en sais rien. Qu'on arrive à une espèce d'unification des études, c'est certain. Et pourtant chacun restera aussi chauvin dans son propre pays. Un remède ? Avant tout, mettre au pilon tous les livres d'histoire nationale et faire apprendre à tous l'histoire européenne.

« Notez que, depuis quelque temps, on a l'impression que la France fait un effort pour se rapprocher de nous, pour nous comprendre. Mais cet effort n'est pas spontané, il est forcé.

« Je peux vous parler franchement ? Uniquement en mon nom, bien sûr. Eh bien, je suis choqué. Il me semble que se dessine une espèce d'impérialisme culturel français. Vous avez chez vous un ministère de la Culture qui régente tout, qui veut s'imposer à tous. Est-ce légitime ? Ai-je tort, ai-je raison ? Mais voilà, c'est dit. »

L'impérialisme culturel français, si Claeys et d'autres en parlent, c'est qu'il leur semble, une fois encore, qu'accompagné d'un certain raidissement, d'une certaine crispation française, le M.C. est une aventure française, le Plan est une suggestion française, l'idée de l'intégration est une idée française, et qu'ils ne peuvent oublier que les autres partenaires ne proposent jamais rien, parce que trop petit comme la Hollande, ou encore trop rigide comme l'Allemagne, encore à l'écart comme l'Italie. Les idées motrices, les formulations, les souplesses, les incohérences et les réticences sont françaises par la force des choses et non par les manifestations d'une volonté bien définie.

Généralement, les étudiants belges se partagent en deux groupes : ceux qui s'intéressent à l'Europe et les autres. Sur les cinq mille étudiants de Bruxelles le « Cercle des étudiants européens » groupe seulement soixante-dix membres. Ceux qui s'intéressent à l'Europe traitent ceux qui ne semblent pas s'y intéresser de « laisser-aller intellectuel ». Mais parmi les indifférents beaucoup mettent les questions de politique générale avant les questions européennes : Que pense de Gaulle ?... Ah, pourquoi de Gaulle n'est-il pas l'Européen ?... Où est Mendès-France ?... Et l'Angleterre ?... La planification doit-elle être totale ?... Qu'est-ce que c'est le libéralisme ?... Tout cela à leurs yeux a plus d'importance que les pourparlers sur le prix du blé à l'intérieur de la Communauté.

A BRUGES, LE PREMIER COLLEGE EUROPEEN

— Je suis professeur d'université et en même temps je m'occupe du problème des frontières et des transports dans le Marché commun. Prenez la Belgique. Elle a énormément de frontières par rapport à sa superficie. Nous avons des frontières avec la France, le Luxembourg, l'Allemagne, la Hollande. Mais, regardez donc une carte des transports : toutes les lignes d'autobus ont l'air de fuir les frontières. Il y a très peu de transports en commun qui les traversent. Or, demain, toutes ces frontières vont disparaître. Il faut donc que la Communauté reconsidère la structure de tout le réseau. La législation des transports doit être préparée. Voilà un exemple du travail des commissions.

« Quant à mes étudiants, ils s'intéressent à l'Europe. Il y a une remarque à faire : l'ère des nationalismes virulents paraît terminée. Les hommes de quarante ans comme moi se sont abstenus d'enseigner le nationalisme. C'est ce qui crée un nouveau climat et donne une chance à l'Europe.

« Pour les jeunes, l'Europe les remplit d'aspirations confuses. Ils pressentent que nous préparons une organisation meilleure. Bien sûr, ils ne savent pas toujours s'y reconnaître parmi les institutions, mais il y a peu de sceptiques sur le but. »

M. Beugmans dirige à Bruges le premier collège européen. Collège doit être pris au sens britannique. C'est en fait une post-université qui forme, après la licence, de futurs fonctionnaires européens. Le collège a été fondé en 1950 et dès le départ ce fut un succès. Déjà quarante diplômés travaillent dans les différents comités des institutions.

— Les étudiants qui viennent ici sont presque des hommes mûrs. Ils veulent l'Europe, mais ils la veulent comme des hommes de leur époque, c'est-à-dire sans fard ni propagande. On ne s'est pas encore rendu compte combien les étudiants haïssent la propagande. Si vous voulez les intéresser, évitez toute propagande. C'est dur avec l'Europe, puisque même les meilleurs militants européens s'y perdent dans les institutions.

« Ils sont d'instinct pour l'Europe. Avant, ils pouvaient être communistes ou socialistes. Aujourd'hui ça ne marche plus : ils essayent d'être Européens. Enfin ils sont possédés par le désir de créer. Ils ne le disent pas, ils ne l'avouent pas, et comme tout est bouché en Europe ils essayeront peut-être d'aller ailleurs. Mais ils préféreraient rester. Ici nous recevons un tiers de juristes, un tiers d'économistes et pour l'autre tiers des spécialistes divers. Tous ces étudiants sont assez insensibles aux grandes idéologies. Ils pensent et ils agissent comme si le mythe politique était mort chez eux. Ils veulent des faits.

« Moi je vis avec eux et je peux dire que c'est une bonne génération. Elle est sérieuse et elle a devant elle des tâches qui n'ont rien de plaisant. La vie devient très dure. Alors on cherche des échappées. On se tourne vers l'art. Et puis, je vais vous étonner. Vous êtes ici dans une « université européenne » et savez-vous de quoi les étudiants parlent ici, vers quoi ils reviennent ?... Vers Dieu, qu'ils soient chrétiens ou non. « C'est le seul problème qui « compte », disent-ils. Nous sommes peut-être un peu loin de l'Europe, mais c'est ainsi.

« Je les aime, ils ne sont ni nationalistes ni totalitaires. »

— Nous souhaitons voir sur la carte de l'Europe un petit coin où il sera mis : « Département de la Belgique. »

« VOUS FRANÇAIS VOUS ETES NATIONALISTES »

Gérard Thiry, syndicaliste de la J.O.C., reprit son souffle. Pendant vingt minutes, il avait parlé sans s'arrêter, passant en revue les problèmes des jeunes travailleurs belges pour enfin déboucher sur son souhait lapidaire. Lentement, il recommença à parler :

« Les jeunes ouvriers belges sont attirés par l'Europe, mais aussi par le monde. Ils ont peur que tout se construise sans eux et qu'on ne leur demande jamais rien.

« Sinon la Belgique est bien placée, sans complexes. Nous sommes un petit pays et nous n'avons pas de langue. Nous ne pouvons pas nous replier sur nous-mêmes puisque nous n'existons pas.

« On ne sait pas parler aux jeunes. L'Europe non plus ne sait pas. Elle leur présente toujours des faux problèmes. Elle leur dit : « La faim dans le monde. » Il faut leur dire : « Vous, les jeunes, vous « allez réunir de l'argent pour que les « gens d'Afrique ou d'Asie apprennent un « métier et puissent aider les leurs à en « sortir. » Ça, c'est compréhensible.

« On dit volontiers des jeunes : « Ce « sont des petits twisteurs. » Ils twistent, c'est vrai, mais ils vont aussi écouter les jeunes étrangers parler de leur pays. Ils ont un esprit international. On l'a dit : demandez-leur beaucoup, vous obtiendrez de l'héroïsme; demandez peu, vous n'obtiendrez rien.

« Les jeunes ouvriers, les jeunes paysans quand ils prennent conscience d'un problème, ils sont bien plus forts que les étudiants, car, eux, ils manient des faits, de la vie concrète, des prix, des salaires, des rendements et non pas des idées et des grandes tirades.

« L'Europe, je le sens, va faire sauter les vieilles structures, elle va normaliser les problèmes sociaux. Vous allez voir : l'Italie va bondir.

« Certes, sur le plan culturel, le travailleur belge a du chemin à faire, mais les autres peuples peuvent l'aider. Le M. C. en premier. La culture viendra après. Entre nous, nous parlons peu de l'Europe. C'est un peu loin. On aime dire : Marché commun, C.E.C.A., Euratom. Et les jeunes se demandent comment va se comporter l'industrie belge à côté de ces concurrents. Serons-nous à la hauteur ? Les jeunes savent bien que l'Allemagne et la France sont en avance, que le plan français a dix ans d'avance en Europe, que dans le bassin de Lorraine on commence à préparer la reconversion, que les techniciens du plan français sont très forts, plus forts que nos industriels.

« Le véritable intérêt des jeunes, je crois qu'il dépasse le Marché commun. Les Amériques les passionnent. Ils découvrent le monde. »

Le sénateur de la Vallée-Poussin est un homme tranquille, à la voix douce et calme. Il habite dans un quartier populaire de Bruxelles. Depuis des années, sa maison sert de rendez-vous aux militants européens. A ces femmes, ces hommes qui tâtonnent au travers des institutions, le sénateur redonne courage. Les gens viennent, il écoute, et chacun repart tranquillisé : l'Europe sera, la Belgique y sera intégrée.

— Il y a déjà une prise de conscience, même les gens très simples se rendent compte que les grands problèmes qui les touchent ne peuvent plus être résolus dans le cadre national... C'est irrémédiable.

Tout bouge. De minuscules petits points sont en train de se souder pour faire une gigantesque pieuvre neuve : la nouvelle structure européenne. C'est une révolution invisible. Des milliers d'organisations se créent, les hommes de tous niveaux se rencontrent, apprennent à se regarder et à découvrir avec surprise qu'ils ne sont pas ennemis et que leurs intérêts sont communs.

Pour que l'Europe se fasse il faut éduquer les enfants et les hommes... et cela commence, les industriels, les députés, les ministres entrent en contact. Mais nous sommes loin du but et souvent près du désespoir, mais les frontières craquent... Je demande pourquoi les intellectuels, les écrivains, les artistes, les journalistes se tiennent-ils si loin de l'Europe... sont-ils avec leurs engagements éloignés, leurs engagements détachés...

Voilà, très grossièrement présentée, une partie des tendances et des opinions belges devant les problèmes du Marché commun et de l'intégration.

Les Belges sont fédéralistes, ils pressentent que l'intégration européenne, les regroupements régionaux, les possibilités d'emplois nouveaux, les problèmes flamands, les problèmes des minorités, tous les problèmes belges sont là en suspens devant l'Europe. Pour beaucoup de jeunes l'Europe est déjà dépassée, et c'est le monde entier qu'ils regardent.

Une armée européenne, une vie européenne, les aspirations sont encore confuses... Ce qui est sûr, c'est que la Belgique, la nation belge, on est prêt à abandonner tout cela pour faire partie d'une communauté plus vaste.

Mais voilà, disent les Belges, c'est vous, les Français, qui, déjà, ne voulez plus. Vous êtes nationalistes.

Dans les voix il y a toujours un peu de regret : comme si le nationalisme, français ou autre, garde encore son attrait...

Car il n'est pas facile, en quelques années, de naître à la communauté.

Pierre Fisson.

La semaine prochaine :
L'ALLEMAGNE

OPERATION REBOISEMENT : Les petits-bourgeois n'étaient pas venus.
(Photos Manachem)

L'ALGÉRIE DE L'AN I

Le succès ou l'échec de l'expérience agraire décidera de tout

PAR DAVID ROUSSET

Ben Bella et Khidder : deux conceptions opposées de la structure et du rôle du parti.

EXODE total des services administratifs, départ massif et sans retour des Européens, coopération d'Etat à Etat : telles sont les données fondamentales de la succession de la France en Algérie qui ont entièrement déterminé le cours actuel de la révolution algérienne. Conditions aujourd'hui déjà historiques, mais encore assez proches pour qu'on discerne combien, dans l'essentiel, elles étaient imprévisibles, combien il est donc difficile de reprocher au G. P. R. A. de ne les avoir point prévues.

Le subit effacement du personnel administratif, dans un pays où depuis un siècle toute forme de pouvoir autochtone avait disparu, a précipité dans une crise aiguë et publique la minorité dirigeante qui s'était constituée à l'étranger, dans l'émigration.

La coïncidence brutale entre l'indépendance proclamée et le déchirement des factions a provoqué dans ce pays tourmenté et harassé un traumatisme national dont on ne peut saisir que maintenant l'ampleur et les conséquences. Ainsi l'avènement d'une conscience révolutionnaire dans les couches profondes du peuple a-t-il été brusquement suspendu.

La majorité de l'opinion, peu informée et bien incapable de comprendre les mobiles véritables des protagonistes, ne pouvait voir dans la grandeur des désordres que l'éclat du scandale. La clairvoyance, la volonté, le dévouement qu'une longue souffrance avait lentement amassés se sont alors consumés en quelques semaines dans l'effort prodigieux réalisé par les humbles du village et de la ville pour empêcher que la guerre civile n'éclate. Mais la victoire qu'ils ont remportée et qui a sauvé le pays n'a pas eu la vertu de compenser l'amertume de leur déception. Ils avaient accumulé un immense crédit de confiance que ces jours d'anxiété ont dilapidé.

Rassaisie par une antique et tenace méfiance, la collectivité des humbles, qui composé la grande majorité du peuple, s'est résignée de nouveau à attendre sans participer. Le reflux révolutionnaire a ainsi isolé l'appareil politique. Si bien que la direction nationale enfin établie voulant promouvoir le parti, dont elle avait le plus grand besoin, s'est vue dans l'impossibilité de le tirer du terroir algérien.

Le dilemme était ainsi clairement posé dans les faits : ou le parti représenterait les forces vives de la nation, les forces qui venaient d'accéder au grand jour, ou il incarnerait l'étroit milieu politique formé, avant et pendant la guerre à l'étranger, dans l'émigration. Pour que le parti puisse représenter le pays réel il fallait rétablir un contact qui s'était rompu.

Or la riposte de Khidder à la scission entre les forces vives de la révolution et l'appareil a été typiquement bureaucratique. Par là, il a revêtu une valeur de symbole. Khidder, s'appuyant sur le bureau politique dont il tenait alors le secrétariat, a voulu organiser un parti qui fût à l'image du F. L. N. ancien, c'est-à-dire construit hiérarchiquement de haut en bas. Selon lui, ce parti devait s'implanter en s'imposant. Loin de chercher les moyens de l'ouvrir au pays, il choisissait de le confiner dans le champ clos de la vieille émigration. La milieu politique dirigeant algérien n'a en effet cessé d'être une société étroite et fermée.

Cet isolement social conduit aussi Khidder à des graves erreurs de calcul et à substituer la démagogie tactique à la stratégie révolutionnaire. Alors qu'il ne pressant pas l'importance décisive des premières interventions du prolétariat agricole dans l'économie, il engage le parti, à l'occasion du Ramadan, dans une campagne outrancière en faveur des slogans islamiques qui heurtent en profondeur le pays réel. Dans cette perspective, et en fonction de sa logique interne, le parti ne pouvait plus être que l'expression et le monopole d'une caste de parvenus politiques et sociaux, et cela, quelles qu'aient été les intentions initiales de Khidder et de son entourage.

POUR REPRESENTER LE PAYS REEL... il fallait rétablir un contact q ui s'était rompu.

La stratégie préconisée par Ben Bella va tout à l'opposé. Le parti tel qu'il le conçoit, c'est-à-dire à la fois animateur et gardien de la révolution, doit se construire de la base au sommet. Il surgit du processus vivant de la révolution. Il est une sélection des meilleurs qui s'opère dans le feu du combat. Ses adhérents doivent accepter d'abord les plus grands sacrifices et maintenir le plus longtemps possible leur acceptation. Ils ne peuvent donc jamais être qu'une minorité, de plus une minorité dépouillée de tout privilège matériel. Un tel parti ne peut être bâti que dans la tourmente d'une conjoncture révolutionnaire. Si on est en période de reflux, comme on l'a été en effet au lendemain de juillet, il faut surseoir à l'organisation du parti. Il faut d'abord renverser le cours politique. Il faut modifier radicalement la conjoncture.

UN SEUL MOUTON POUR L'AID EL KEBIR

Dès que Ben Bella a compris que la saisie des biens vacants par les ouvriers agricoles amorçait la reconversion du mouvement révolutionnaire, il en a pris la direction. Il a mobilisé tous les moyens disponibles pour en accélérer les rythmes, pour en élargir le front. Il a accepté de courir des risques économiques et administratifs qui sont grands et d'affronter les désordres inéluctables pour la claire raison que ces périls réels pèsent moins à ses yeux que le dynamisme d'une force sociale révolutionnaire reconstituée. Il a donc fait de la présidence du Conseil l'appareil politique et administratif des conquêtes sociales de la paysannerie. Dans cette perspective, les congrès des comités de gestion, prévus pour les prochains mois, constitueront les premières assises où pourra vraiment s'opérer la sélection nécessaire à cette construction par la base du parti.

Les randonnées épuisantes à travers le pays ne sont pas, du moins dans le sens étroit et péjoratif du terme, des plébiscites. Plus exactement, elles plébiscitent une politique. J'ai été frappé, en Oranie, non point tant par le nombre des manifestants que par ce qu'ils étaient : des ouvriers, des paysans et des très pauvres. Le soir, en me promenant dans les rues d'Oran, où il y avait la foule des samedis, c'était un tout autre paysage social que j'observais : une petite bourgeoisie arabe ou espagnole qui, elle, n'était point venue applaudir ou planter des arbres.

Ben Bella est un politique dans la pleine expression du terme. Ce n'est pas un démagogue. Il en a donné maintes preuves, la dernière et peut-être la plus éclatante lorsqu'il a demandé à la nation de ne sacrifier à l'Aïd el Kébir qu'un mouton symbolique dans chaque mosquée. C'était un mot d'ordre incroyablement impopulaire. Une consigne qui froissait au vif les coutumes les plus fortement ancrées dans la croyance religieuse. Un responsable éminent, et dont je connais bien le courage politique, me disait qu'il n'aurait pas pris sur lui de lancer une pareille directive. Eh bien, Ben Bella, sur le conseil de ses experts, en a pris le plus publiquement possible, à la radio et à la télévision, la responsabilité.

Mohammed Khidder, révolutionnaire non moins incontestable, et dont la fermeté est bien connue, se trouve aujourd'hui polarisé sur lui les intérêts égoïstes de l'appareil. C'est donc en homme d'appareil qu'il intervient actuellement. Ce sont les privilèges, la position dans l'Etat, la revendication d'un rôle quasi souverain, dans les conseils du « milieu politique » qu'il prend en charge et qu'il défend. Aussi bien, est-ce beaucoup plus contre cet appareil que contre Khidder lui-même que Ben Bella fait porter les coups de bélier de la révolution paysanne. Cette hantise de voir une aristocratie bureaucratique détourner à son profit le bénéfice de la révolution, je l'avais déjà relevée dans ses propos à Tlemcen, en juillet.

Que la présidence du Conseil ait été reconnue par les ouvriers agricoles comme le support de leurs conquêtes sociales a, par contrecoup, donné à Ben Bella les moyens de briser la dualité du pouvoir. La démission de Khidder de son poste de secrétaire du bureau politique, le retrait de beaucoup de responsables régionaux, l'annonce d'une épuration des cadres jalonnent cette contre-offensive, sans pour autant que toutes les résistances soient défaites. Toutefois, les divergences au sein du bureau politique, si graves qu'elles aient pu être, si dangereuses qu'elles demeurent, sont aujourd'hui entièrement intégrées et dépassées par la puissante irruption des ouvriers agricoles sur la scène sociale.

Le départ massif des « pieds-noirs » signifie historiquement dans la perspective de la société algérienne la disparition totale de la classe dominante. La succession des « pieds-noirs » pose au cœur de la révolution la question cruciale : quel sera le groupe où la collectivité qui réussira à se constituer en nouvelle classe dirigeante ? La bourgeoisie algérienne et ses alliés des classes moyennes ? Le prolétariat urbain ? Le prolétariat agricole ? Les fellahs ? Le personnel politique de l'Etat ?

La grande industrie, là où elle existe, où elle a cessé d'être un projet, est d'Etat, du moins pour le décisif. Les lenteurs de la remise en marche des entreprises périphériques, la persistance du chômage, l'extension de l'emploi des ouvriers algériens en France : autant de facteurs qui éliminent entièrement de la compétition, au stade actuel, le prolétariat urbain.

L'enjeu principal, le seul où l'enracinement dans l'économie puisse, par ses conséquences sociales et politiques, emporter la décision, est constitué par le secteur agricole moderne : quelque cinquante mille exploitations se partageant à peu près par moitié entre propriétaires européens et musulmans. D'autant que le déséquilibre fondamental entre les terres riches bien exploitées et le secteur traditionnel misérable se traduit par une inégalité de développement entre les régions et que la zone moderne intègre à la fois l'agriculture et l'industrie. D'où la signification véritablement historique que revêt la mainmise sur les biens vacants.

Le fellah, après avoir conduit la lutte armée, pétine dans les terres riches de la révolution. Les terres riches, il ne peut ni les posséder par l'achat ni les occuper. Il demeure confiné sur sa parcelle, en quelque sorte en réserve, dans l'attente. Il n'est pas encore partie prenante parce qu'il n'a pas les moyens de l'appropriation et qu'il reste fermement attaché à la propriété privée, si modeste qu'elle soit.

La bourgeoisie n'apparaît nullement au départ comme un prétendant négligeable. L'exode des « pieds-noirs » est une dalle soulevée qui a libéré ses appétits et ses ambitions. Elle est résolue à se saisir de l'héritage. Elle possède déjà une partie des propriétés. Elle dispose de capitaux suffisants pour s'emparer de la plupart des autres domaines. A sa frange, le nouveau riche, le gérant de cinéma, le petit commerçant de quartier s'apprêtent aussi à tenter leur chance. Il est notable en effet qu'un grand nombre de biens vacants sont des propriétés modestes : deux, quatre, cinq hectares, parfois moins. Très peu d'entre elles comptent plus de cent ou de deux cents hectares. Les grands domaines n'ont été que très rarement abandonnés. « Ceux qui sont partis, me faisait remarquer Amar Ouzzegane, ministre de l'Agriculture, sont ceux avec qui nous aurions pu et voulu collaborer. » Des transactions ont commencé très tôt, plus ou moins sous le manteau. La tentation se révélait d'autant plus forte qu'en raison des circonstances exceptionnelles les prix s'annonçaient étonnamment avantageux. Or il aurait suffi que les transferts portant sur la majorité des domaines moyens pour que le cours social devienne irréversible.

On voit par là que la campagne contre l'expansion économique de la bourgeoisie algérienne déclenchée par Ben Bella ne saurait se réduire à une simple manœuvre de diversion, mais qu'elle répond au contraire à des objectifs tout à fait positifs.

Dans cet affrontement où la totalité de la société se trouve mise en question, les ouvriers agricoles détiennent un avantage considérable du fait qu'ils occupent un poste-clé dans la production agraire.

Au cours de l'été et de l'automne derniers, lorsque l'affaire s'amorce, l'important ce n'est point d'acheter une propriété dont on ne sait pas encore si le possesseur légal reviendra ou non, mais d'exploiter la terre, de la faire fructifier. L'incertitude quant à la décision finale que prendront les « pieds-noirs », l'instabilité qu'entretiennent les mesures officielles dictées pour faciliter leur retour, et qui suspendra durant plusieurs mois les transactions possibles, jouo à plein au profit des ouvriers agricoles. Ils gagnent le temps que la bourgeoisie perd. Sous la contrainte du travail nécessaire, ils s'organisent et s'implantent. Or, durant cette même période, le gouvernement, gêné par ses propres difficultés, ne peut ni les soutenir ni endiguer l'expansion des propriétaires algériens. Le parti se cherche toujours et, dans la faible mesure où il existe, agit dans le dispersement et l'incohérence. Cet interlude de quelques mois décide de tout. L'action improvisée des ouvriers agricoles, si elle soulève maints obstacles au retour de l'Européen, gêne autant la reprise des domaines par le bourgeois d'Alger, d'Oran ou de Sétif. L'ouvrier agricole apprend alors à se passer de maître. L'événement débride la faim sociale du prolétariat agraire.

LA FOULE OBSCURE DES FELLAHS

Le torrent charrie de tout, du meilleur et du pire. Mais dès le printemps il atteint une si grande puissance, il menace si évidemment de submerger le pays, qu'il entraîne dans son cours la fraction de l'appareil d'Etat qui tient la décision politique. L'alliance de Ben Bella et des ouvriers agricoles consacre la retraite de la bourgeoisie algérienne. Les hommes d'affaires se détournent des campagnes, et les propriétaires musulmans se savent réduits à la défensive.

Les charnières de l'Algérie craquent sous la pesée. Les ouvriers agricoles s'enfoncent comme un coin, et la tension qu'ils créent découvre partout les lignes de rupture jusqu'alors masquées. Le caractère hétérogène de la paysannerie devient manifeste. Si dans la perspective de la minorité européenne privilégiée l'Algérie compose un conglomérat plus ou moins homogène dans le sous-développement, si cette vue cavalière se trouve confirmée par l'habitude fondée que nous avons ici d'identifier le prolétariat agraire avec la catégorie des manœuvres industriels les moins favorisés, dans l'optique d'Alger tout change. Les dévastations deviennent alors considérables. Même si l'on ne tient pas compte de la minorité bourgeoise, ni des fonctionnaires dont le plafond des traitements a été arbitrairement fixé à une mensualité de 2.250 F, on constate qu'un ouvrier urbain gagne en moyenne 430 F par mois alors que le revenu du fellah ne dépasse souvent pas 200 F par an.

Mais les ouvriers permanents des grands domaines eux, reçoivent au minimum 7.32 F par jour (c'est le salaire légal de base) et parfois entre 9 et 12 F. Ce sont indiscutablement des privilégiés. Plus exactement, simplement, parce qu'ils travaillent. Ensuite parce qu'ils travaillent sur des terres riches et qu'ils utilisent des techniques de pointe moderne. Il est donc inéluctable que, dans leur essor, ils se constituent en aristocratie ouvrière agraire, un statut légal défini par les décrets de mars favorise d'ailleurs cette transmutation. Ainsi l'assemblée des travailleurs est-elle composée des seuls ouvriers permanents. Elle exclut la main-d'œuvre saisonnière, mouvante et difficilement contrôlable. Ce sont donc les ouvriers permanents et eux seuls qui détiennent la décision, qui portent la responsabilité, qui jouissent des avantages politiques et envoient en dernier ressort leurs délégués siéger dans les organisations de base de l'Etat.

Mais l'inégalité déjà croissante entre les ouvriers agricoles du secteur moderne et la foule obscure des fellahs enlisés dans le marais de leur impuissance risque de s'aggraver. Pour tenter de rapprocher les deux branches des ciseaux, le gouvernement a donc décidé de créer un fonds national de l'emploi, de sorte qu'un prélèvement sur les profits des travailleurs de la Mitidja puisse, par exemple, être transféré au bénéfice des villages déshérités des Aurès. Seule l'expérience permettra de juger des possibilités de son application et de son efficience.

Alors que la résistance de la poignée de grands propriétaires musulmans se circonscrit dans des limites assez étroites, l'opposition et l'inquiétude des six cent trente-deux mille petits exploitants du secteur traditionnel, possesseurs chacun de un à dix hectares, irréductiblement attachés à la propriété privée, que les mesures de confiscation effraient, alors qu'en vérité ils ne paraissent point menacés, prend une tout autre ampleur et une tout autre signification. De ce côté nous en sommes encore aux projets. Le gouvernement prévoit de les regrouper cet automne dans des associations d'entraide qui recevraient en tant que telles les crédits débloqués par l'Etat. On discute aussi dans les cercles fermés de la présidence du Conseil sur l'opportunité qu'il y aurait à distribuer les terres libérées par la réforme agraire, non aux petits propriétaires individuels, mais aux associations d'entraide. Comme on le voit, cet immense domaine demeure en friche.

CHUTE DE LA PRODUCTION A PREVOIR

En fait, le rapport des assemblées de travailleurs et de l'Etat va commander l'évolution globale de la révolution algérienne.

Rien jusqu'ici n'a été décidé quant au statut de la propriété. L'assemblée des travailleurs sera-t-elle collectivement, mais toutefois à titre privé, propriétaire du domaine qu'elle administre ? La terre va-t-elle devenir propriété de l'Etat ? Et dans cette éventualité, sera-t-elle rétrocédée à bail à la paysannerie ?

Il est bien évident que succès et revers dans la production vont intervenir de façon décisive dans le choix final. Les difficultés présentes et à venir sont depuis longtemps connues : les comités de gestion disposeront-ils de l'autorité nécessaire ? Les moniteurs des sociétés agricoles de prévoyance suffiront-ils à constituer un encadrement immédiat efficace ? Il est sage de prévoir que l'Algérie enregistrera cette année une chute de la production. Il serait très difficile qu'il en soit autrement. Cela tient bien plus au bouleversement subi par le pays qu'à la qualification des ouvriers agricoles. Il serait vain et tout à fait aventureux d'estimer que l'expérience peut être concluante en l'espace de quelques mois. Même au rythme fort rapide de l'Algérie actuelle. Il faudra au moins deux ans pour dégager une leçon sans ambiguïté. Il est nécessaire de se rendre sur place pour simplement imaginer l'extraordinaire variété des improvisations qui, d'une région à l'autre, sauvent tant bien que mal l'essentiel.

Mais si le travailleur algérien peut sans déboires assumer et même améliorer l'exploitation courante des domaines, les vraies difficultés se manifestent au niveau de la gestion comptable et les plus graves, les plus délicates à résoudre, à l'échelon central de la commercialisation. Elles sont tout à la fois et inextricablement techniques et politiques. Elles posent la question cruciale des marchés extérieurs, mais elles intéressent aussi le régime général de l'économie algérienne. Le gouvernement actuel est une coalition que je tiens pour nécessaire entre l'aile de la bourgeoisie qui a étroitement participé à la lutte pour l'indépendance et la fraction la plus radicale du mouvement ouvrier algérien, cela qui a déclenché l'action militaire en 1954. Sous le choc de l'offensive sociale des ouvriers agricoles et sous le fouet de la lutte contre les spéculateurs, les milieux d'affaires et la petite bourgeoisie des villes se sont mis en état d'alerte. Leur résistance tenace s'exerce au sein même du gouvernement, si bien que l'Etat se trouve à son tour fissuré. Voilà pourquoi la présidence du Conseil, dans le but d'éviter des paralysies dangereuses pour son action agraire que ces tensions internes pourraient éventuellement provoquer, envisage de créer un circuit financier autonome pour le secteur dit socialisé qui serait administré par une banque ou par une caisse.

Conclusion. Bien que j'aie seulement évoqué les grands ensembles sociaux et structurels, laissant dans l'ombre de nombreux problèmes d'un intérêt vif, on peut maintenant prendre en considération dans toute son étendue le vaste horizon de la révolution algérienne. Il est possible enfin de saisir sa puissante originalité. Je ne sais rien de comparable, ni au Maghreb, ni en Afrique, ni au Moyen-Orient. J'ai voulu décrire et expliquer, estimant que la discussion et la critique ne sauraient être valables et utiles qu'une fois que l'on a compris l'essentiel. Il apparaît de toute évidence que l'élaboration d'une grande politique franco-algérienne doit partir, si elle se veut efficace, de cette prise de conscience globale.

David Rousset.